



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE
SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

Revue de la presse allemande semaine du 18 au 25 avril 2008

POLITIQUE INTERIEURE

M. Rüttgers propose une réforme des allocations de retraite

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie et vice-président de la CDU, M. Jürgen Rüttgers, a pris position en faveur d'une réforme du versement des allocations de retraite. Face à l'augmentation prévisible dans les décennies à venir du nombre de retraités pauvres en raison du déclin démographique et de la multiplication des emplois précaires, M. Rüttgers a proposé la création d'un minimum retraite. Pour cela, il faudrait, selon lui, indexer les retraites non seulement sur le montant des cotisations d'un actif, mais aussi prendre en compte le nombre d'années pendant lesquelles cet actif a cotisé.

Tout en reconnaissant que M. Rüttgers s'attaque à un vrai problème, la presse critique sa proposition. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime ainsi que M. Rüttgers a raison de poser la question de la « légitimité d'un système qui n'assure au petit cotisant qu'une pension à peine supérieure à celle d'un bénéficiaire de l'aide sociale n'ayant jamais cotisé. Toutefois, de l'avis des quotidiens, « le vice-président de la CDU fait fausse route » (*Financial Times Deutschland*). Le tabloïd *Bild*, *Die Welt* et le *Handelsblatt* désapprouvent une réforme coûteuse qui consisterait à faire peser encore plus de charges sur les actifs actuels et estiment préférable de privilégier l'efficacité du marché du travail. Le *Financial Times Deutschland* critique la mise en place d'un « socle fictif » de répartition supposé répondre à un objectif d'équité.

Pour *Die Welt*, si « Rüttgers le populiste » s'intéresse à une redistribution plus équitable des retraites, c'est surtout parce qu'approche l'échéance électorale de 2009. La *Süddeutsche Zeitung* voit dans cette démarche une nouvelle tentative de provocation de la part de celui qui cherche à « mettre en doute l'autorité de Mme Merkel au sein de son parti ». Partageant également ce point de vue, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* considère cependant que la chancelière ne pourra pas se permettre d'ignorer le défi qui est lancé à la CDU.

Si la chancelière a fait savoir lundi, par l'intermédiaire de son porte-parole M. Steg, qu'elle ne cautionnait pas un tel projet étant donné que le système actuel « avait fait ses preuves », elle déclarait dans un entretien accordé à *Die Welt* (édition de jeudi 24 avril) qu'il

fallait qu'un actif ayant cotisé pendant des années puisse percevoir une retraite supérieure au minimum prévu pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Une nouvelle affaire d'espionnage met en cause les services de renseignement allemands

La presse s'est largement fait l'écho des révélations relatives à l'espionnage par les services allemands de renseignement (BND) des courriels d'une journaliste du *Spiegel* chargée des dossiers concernant l'Afghanistan. Les quotidiens rapportent que cette nouvelle affaire qui touche le BND met le chef des services de renseignement allemands, M. Ernst Uhrlau (considéré comme proche du SPD) « sur la sellette », de nombreux parlementaires réclamant son départ.

La déclaration adoptée jeudi par la commission parlementaire de contrôle du BND, qui estime que cette surveillance réalisée de manière illégale entre juin et novembre 2006 constitue une « grave violation des droits fondamentaux », est largement commentée dans les journaux. Ces derniers précisent que les députés membres de la commission reprochent également à M. Uhrlau de n'avoir été lui-même mis au courant que tardivement des dérives au sein de son service et de ne pas en avoir informé le parlement.

S'ils se concentrent dans un premier temps sur le non respect des libertés et appellent une nouvelle fois à une réforme et à un renforcement des instances de contrôle des activités du BND, les quotidiens font état en fin de semaine du tournant plus politique pris par l'affaire étant donné que la journaliste correspondait avec un ministre afghan. La *Süddeutsche Zeitung* rapporte ainsi que l'ambassadrice d'Afghanistan en Allemagne a fait part de sa « surprise » et de son « inquiétude » et déclaré espérer que cette affaire ne mette pas à mal les relations germano-afghanes. La presse souligne que le ministre espionné par les services de renseignement, M. Amin Farhang, germanophone et détenteur d'un passeport allemand est perçu à Kaboul comme un ami de l'Allemagne.

POLITIQUE EUROPEENNE

Le Bundestag adopte le traité de Lisbonne

Les journaux se félicitent de l'adoption par plus des deux-tiers des députés allemands du traité de Lisbonne qui, de l'avis de *Die Welt*, va permettre de « clarifier » le fonctionnement de l'Union européenne. Tandis que la *Frankfurter Rundschau* souligne qu'il n'y avait guère d'alternative au traité de Lisbonne, la *Süddeutsche Zeitung* relève que ce texte est avant tout un « honnête papier qui reflète l'état réel de l'Europe et fournit les outils pour en régler le fonctionnement technique ». Les quotidiens estiment que le référendum qui doit avoir lieu en Irlande constitue toutefois encore un « obstacle politique » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) et précisent qu'en Allemagne, c'est la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui a le dernier mot et non pas le parlement (*FAZ, Tagesspiegel*).